



Conseil de sécurité

Distr. générale
21 août 2015
Français
Original : anglais

Lettre datée du 21 août 2015, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte d'une déclaration du Ministre des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée publiée le 21 août 2015 et de vous exposer la position de la République populaire concernant la récente évolution de la grave situation qui prévaut dans la péninsule coréenne (voir annexes).

Premièrement, me référant à la lettre datée du 18 août 2015 que vous a adressé le Représentant permanent de la Corée du Sud (S/2015/642), je tiens à déclarer que la République populaire n'a rien à voir avec l'explosion d'une mine terrestre qui s'est produite le 4 août 2015 le long de la limite sud de la zone démilitarisée de la péninsule coréenne, laquelle a été montée de toutes pièces par la Corée du Sud.

Dans une déclaration datée du 14 août 2015, le Département des politiques de la Commission de la défense nationale de la République populaire démocratique de Corée a précisé que cette explosion n'était rien d'autre qu'une machination visant à mettre le regain de tension observé dans la péninsule coréenne sur le compte de la République populaire (voir annexes).

Deuxièmement, la Corée du Sud a utilisé l'explosion comme prétexte pour reprendre sa guerre psychologique contre la République populaire démocratique de Corée, ce qui représente une violation flagrante de la Convention d'armistice de 1953 et des accords conclus par le Nord et le Sud pour mettre fin à cette forme de guerre. En résumé, la guerre psychologique menée par la Corée du Sud constitue un acte de guerre manifeste contre la République populaire démocratique de Corée.

Les deux pays étant techniquement en guerre, la République populaire démocratique de Corée a parfaitement le droit de prendre les mesures qui s'imposent pour se défendre face aux actes de provocation unilatéraux de la Corée du Sud.

Troisièmement, la Corée du Sud a commis un acte de guerre de la plus haute gravité en tirant des dizaines d'obus vers le territoire de la République populaire démocratique de Corée sous prétexte que celle-ci avait effectué un tir d'obus purement imaginaire, amenant ainsi la péninsule coréenne au bord de la guerre.



Le 20 août 2015, la Corée du Sud a violemment tiré 36 obus vers le territoire de la République populaire démocratique de Corée, peu après avoir prétendu qu'une balle ou un obus tiré par la République populaire avait atterri du côté sud-coréen.

Je tiens à énoncer clairement que la République populaire démocratique de Corée n'a pas tiré une seule balle ou un seul obus en direction de la Corée du Sud. Ce prétendu tir a été inventé de toutes pièces par la Corée du Sud, comme en atteste un rapport urgent publié le 20 août 2015 par le Commandement suprême de l'Armée populaire coréenne (voir annexes).

De toute évidence, la Corée du Sud et les États-Unis poursuivent leur scénario guerrier en orchestrant des explosions de mines et des tirs d'obus qu'ils attribuent ensuite à la République populaire démocratique de Corée et en menant une guerre psychologique contre celle-ci en vue de déclencher une deuxième guerre de Corée dans le cadre de leurs exercices militaires nucléaires conjoints « Ulji Freedom Guardian » .

Compte tenu de la gravité de la situation, une réunion élargie de la Commission militaire centrale du parti des travailleurs coréens a été convoquée d'urgence le 20 août 2015. Au cours de celle-ci, le Commandant suprême de l'Armée populaire coréenne a ordonné que les unités intégrées de l'Armée populaire coréenne présentes sur la ligne de front entrent en état de guerre et se tiennent prêtes à lancer une intervention militaire musclée, à moins que la Corée du Sud ne cesse sa guerre psychologique et ne retire les moyens mis en place à cet effet dans les 48 heures à compter du 20 août 2015, 17 heures.

Étant donné que les actes de provocation commis délibérément par les États-Unis et la Corée du Sud ont poussé la péninsule coréenne au bord de la guerre et menacent gravement la paix et la sécurité internationales, je vous prie instamment d'inscrire à l'ordre du jour du Conseil de sécurité les questions concernant les tirs d'artillerie lancés contre la République populaire démocratique de Corée, la guerre psychologique menée par la Corée du Sud et les exercices militaires conjoints effectués par les États-Unis et la Corée du Sud (voir S/2015/650), et de réunir d'urgence le Conseil de Sécurité, conformément aux Articles 34 et 35 de la Charte des Nations Unies.

Je tiens également à demander que, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, un représentant de la République populaire démocratique de Corée soit autorisé à participer à la séance et à faire une déclaration.

La République populaire démocratique de Corée ne reculera devant rien pour défendre sa souveraineté, son territoire et sa population et assurer la paix et la sécurité sur la péninsule coréenne et au-delà.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer dans les meilleurs délais le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) **Ja** Song Nam

**Annexe I à la lettre datée du 21 mai 2015 adressée
à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant
permanent de la République populaire démocratique
de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Communiqué publié le 14 août 2015 par le Département
des politiques de la Commission de la défense nationale
de la République populaire démocratique de Corée**

Pyongyang, le 14 août – Le 4 août 2015, une « explosion de mine » de cause inconnue s'est produite à proximité d'un poste de police militaire installé par les autorités sud-coréennes fantoches dans la partie de la zone démilitarisée située au sud de la ligne de démarcation militaire, dans la zone de Pangmok-ri (Kunnae-Myon), qui dépend de la ville de Phaju (province de Kyonggi).

Les forces fantoches ont immédiatement annoncé que l'explosion de la mine antipersonnel en plastique de type M-14 placée près du poste de police militaire avait été provoquée par des pluies torrentielles.

Le 10 août, le porte-parole du Ministère de la défense fantoche, Kim Min Sok, a avancé à l'occasion d'une conférence de presse que l'explosion présumée avait été provoquée par « une mine placée dans un caisson en bois, délibérément posée par des agents du Nord ayant illégalement franchi la ligne de démarcation militaire ».

Le vendredi 14 août 2015, le Département des politiques de la Commission de défense nationale de la République populaire démocratique de Corée a publié un communiqué dans lequel il a fait remarquer que l'armée fantoche sud-coréenne, ses chefs d'état-major et la locataire de Chongwadae faisaient beaucoup de bruit au sujet de cette soi-disant explosion, qu'ils avaient qualifiée de « provocation du Nord », et que même l'ONU participait à la campagne de dénigrement contre la République populaire.

Les allégations des forces fantoches, qui ont produit des débris de mine « sentant fort la résine » censés être des éléments de preuve convaincants et avancent que le caisson en bois vient du Nord et que trois nouvelles sources d'eau sont apparues, sont aussi absurdes qu'hypocrites.

De nombreux éléments viennent démontrer que les accusations selon lesquelles l'explosion serait une provocation du Nord sont mensongères.

Le régime sud-coréen fantoche a pris la mauvaise habitude d'accuser à tort le Nord dès qu'un accident survient en Corée du Sud.

Derrière chaque farce qu'il orchestre se cache un objectif sinistre.

Les récents événements prouvent que l'équipe de Park Geun Hye ne recule devant rien pour mettre les mauvaises relations entre le Nord et le Sud sur le dos de la République populaire démocratique de Corée et trouver un prétexte lui permettant de justifier des initiatives comme la diffusion de prospectus contre la République populaire, qui vise à aggraver encore la tension entre les parties.

Le fait que la Corée du Sud ait repris la guerre psychologique en qualifiant la récente explosion de « provocation du Nord » n'est qu'une preuve supplémentaire de ses manigances.

Profitant de la situation, le Ministre de la défense fantoche a demandé à son maître américain d'intensifier les exercices militaires conjoints Ulji Freedom Guardian en déployant des avions de type B-2 et F-22 A en Corée du Sud.

Conscientes de la vive colère que cette démonstration de force a fait naître partout en République populaire démocratique de Corée, les forces fantoches brandissent le prétexte de la provocation et de la menace venant du Nord pour justifier la conduite de manœuvres de guerre qui compromettent la paix et la stabilité dans la péninsule coréenne.

Toute cette agitation autour des prétendus actes de provocation commis par le Nord n'est qu'une nouvelle tentative pour calmer les critiques virulentes que la récente « explosion de mine » dans la zone démilitarisée a suscitées au sein d'une armée fantoche de moins en moins disciplinée qui a peur de la guerre et est en proie à divers scandales.

Les forces fantoches ont poussé le ridicule jusqu'à se servir de ce dernier rebondissement en date, qu'elles ont fabriqué de toutes pièces, pour essayer de convaincre le délégué de la République populaire démocratique de Corée d'engager le dialogue.

En se prêtant à la mascarade, les États-Unis ont fait preuve de malveillance.

La République populaire démocratique de Corée a chargé une équipe d'inspecteurs relevant de la Commission de la défense nationale de mener une enquête militaire, scientifique et technique au sujet de l'explosion avec toute l'impartialité et la fiabilité voulues.

Plus l'équipe de Park Geun Hye persiste dans la fabulation en accusant le Nord de provocation, plus elle se couvrira de ridicule lorsque ses mensonges et ses coups bas seront exposés au grand jour.

L'armée et le peuple de la République populaire démocratique de Corées suivent avec attention les actes de provocation toujours plus audacieux commis par la Corée du Sud, actes qui finiront par être punis comme il se doit.

**Annexe II à la lettre datée du 21 mai 2015 adressée
à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant
permanent de la République populaire démocratique
de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Rapport urgent daté du 20 août 2015, publié
par le Commandement suprême de l'Armée
populaire coréenne**

Pyongyang, le 20 août – Le jeudi 20 août 2015, le Commandement suprême de l'Armée populaire coréenne a publié le rapport urgent suivant.

Jeudi après-midi, des bellicistes fanatiques des forces fantoches sud-coréennes ont de nouveau commis des actes de provocation contre la République populaire démocratique de Corée dans le secteur du centre-ouest de la ligne de front.

Ils ont poussé la témérité jusqu'à tirer 36 obus sur des postes de la police civile de l'Armée populaire coréenne au prétexte fallacieux que celle-ci aurait tiré un obus en direction du sud.

Six de ces obus sont tombés à proximité des postes 542 et 543, et 15 à proximité des postes 250 et 251.

Bien qu'ils n'aient fait aucune victime, ces tirs dirigés contre des postes militaires situés sur le territoire inviolable de la République populaire démocratique de Corée constituent une provocation grave et impardonnable.

La situation est à ce point grave que l'armée fantoche sud-coréenne n'a pas hésité à agir avant d'avoir vérifié d'où provenait le projectile soi-disant tiré par l'Armée populaire coréenne et où il était tombé, et sans même savoir s'il s'agissait d'un obus de canon antiaérien, d'une balle, d'une roquette ou d'un autre type de munition.

Il y a quelques jours, les bellicistes fanatiques du régime fantoche ont recommencé à mener une guerre psychologique dans tous les secteurs, arguant de la soi-disant explosion d'une mine. Aujourd'hui, sans justification scientifique, ils ont tiré des obus en masse vers le territoire de la République populaire démocratique de Corée. Tous sont animés par la folie provocatrice qui caractérise l'armée sud-coréenne.

Compte tenu de la situation, une réunion plénière de la Commission militaire centrale du Parti des travailleurs de Corée sera convoquée jeudi soir.

Nous attendons maintenant avec impatience la réponse du Ministère de la défense du régime sud-coréen fantoche à l'ultimatum de l'état-major de l'Armée populaire coréenne, qui a annoncé qu'il lancerait une intervention militaire musclée si la Corée du Sud ne cessait pas toute forme de guerre psychologique contre le Nord dans les 48 heures.

Les actes de provocation inconsidérés méritent d'être punis sévèrement.

Les bellicistes fanatiques de l'armée sud-coréenne devraient faire preuve de réserve, car la colère gronde sur le front, où les membres des unités de l'Armée populaire coréenne ont soif de représailles.

**Annexe III à la lettre datée du 21 août 2015
adressée à la Présidente du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent de la République
populaire démocratique de Corée**

**Tenue d'une réunion élargie de la Commission militaire
centrale du Parti des travailleurs de Corée**

La situation dans le pays est telle que nous nous rapprochons d'une situation de guerre, du fait des provocations politiques et militaires incessantes de la part des impérialistes américains et des forces sud-coréennes fantoches.

La guerre psychologique menée par les gangsters militaires du régime sud-coréens fantoches sur tous les secteurs du front sous le prétexte de l'affaire douteuse de « l'explosion d'une mine », qui se serait produite le 4 août dans la zone démilitarisée dans le secteur occidental du front, se poursuit nuit et jour. La diffusion de tracts de propagande contre la République populaire démocratique de Corée, qui a commencé avec la mobilisation d'organisations réactionnaires irrédentistes, a franchi la limite du tolérable.

La guerre psychologique livrée contre la République populaire démocratique de Corée constitue une guerre ouverte contre notre pays.

À cet égard, l'état-major général de l'Armée populaire coréenne a adressé le 20 août un ultimatum au Ministère sud-coréen fantoche de la défense, le prévenant qu'une action militaire musclée serait lancée sur le champ s'il n'arrêtait pas dans les 48 heures sa propagande à des fins de guerre psychologique contre la République populaire démocratique de Corée et s'il ne démantelait pas tous les moyens utilisés à cet effet.

Les gangsters militaires fantoches sud-coréens, qui cherchent frénétiquement à susciter l'hostilité de la République populaire démocratique de Corée, ont inventé à nouveau le prétexte du « tir d'obus depuis le nord », dans l'après-midi du 20 août à Juche 104 (2015) pour lancer des dizaines d'obus contre le territoire de la République populaire démocratique de Corée, ce qui constitue une mesure militaire imprudente.

Ces actes de provocations politiques et militaires insensés de la part des gangsters militaires fantoches sud-coréens nous rapprochent d'une situation de guerre.

Au vu de la gravité de la situation, une réunion élargie de la Commission militaire centrale du Parti des travailleurs de Corée s'est tenue d'urgence dans la nuit du 20 août.

La réunion était présidée par le camarade Kim Jong Un, Premier secrétaire du Parti des travailleurs de Corée, Président de la Commission militaire centrale du Parti, Premier Président de la Commission nationale de défense de la République populaire démocratique de Corée et Commandant suprême de l'Armée populaire coréenne.

Étaient présents à la réunion des membres de la Commission militaire centrale du Parti des travailleurs de Corée, les chefs des opérations de l'état-major général de l'Armée populaire coréenne, les commandants des vastes unités de combat

intégrées de la ligne de front, les hauts responsables de la sûreté nationale et des organes de sécurité, les principaux cadres du Comité central du Parti et les responsables des affaires extérieures.

Les participants ont entendu un exposé du représentant du Bureau général de reconnaissance de l'état-major général de l'Armée populaire coréenne sur la façon dont les ennemis avaient commis un acte de provocation militaire dans le secteur centre-ouest du front dans l'après-midi de jeudi, la réalité de ce qui s'est passé et leurs mouvements en général. Ils ont examiné les préparatifs en vue du déclenchement, le jeudi à 23 heures, d'opérations de la part des vastes unités de combat intégrées de l'Armée et évoqué un plan de riposte politique et militaire pour tenir en échec tout acte belliqueux de la part de l'ennemi. Ils ont examiné et ratifié le plan d'opérations offensives de la part du commandement de l'Armée chargé des unités au front et du déclenchement sur toute cette ligne d'une riposte et d'une contre-attaque devenues inévitables.

La Commission militaire centrale du Parti a approuvé la décision de l'état-major de l'Armée et adressé un ultimatum au Ministère sud-coréen fantôme de la défense, le jeudi à 17 heures, lui disant que l'Armée lancerait une action musclée s'il n'arrêtait pas sa propagande contre le nord et ne démantelait pas dans les 48 heures tous les moyens de guerre psychologique.

À la réunion élargie de la Commission militaire centrale du Parti qui s'est tenue d'urgence, le camarade Kim Jong Un a adressé, en sa qualité de commandant suprême de l'Armée, l'ordre de placer en état de guerre les vastes unités intégrées de l'Armée, disant qu'elles devaient se tenir prêtes au combat en vue du déclenchement d'opérations inopinées et que la zone du front devait être placée dans un état de semi-guerre à compter de vendredi, 17 heures.

Des commandants ont été désignés et dépêchés dans les secteurs concernés du front pour y diriger des actions militaires et détruire les moyens de guerre psychologique, étant entendu qu'ils ne renonceraient à une riposte que si l'ennemi cessait sa propagande dans les 48 heures.

Les participants ont également évoqué les mesures visant à placer en semi-état de guerre les organes du parti et du pouvoir, les organisations de travailleurs, les organes chargés de la sûreté de l'État, de la sécurité du peuple, de la justice et de la répression, les usines, les entreprises, les fermes coopératives et les autres unités dans les zones concernées, parallèlement au semi-état de guerre décrété dans la zone, tout le long du front.

Ils ont également énoncé les devoirs des responsables chargés des affaires extérieures, à savoir révéler l'entière vérité au sujet de la situation en cours, causée par l'agression flagrante de l'ennemi.

**Annexe IV à la lettre datée du 21 août 2015
adressée à la Présidente du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent de la République
populaire démocratique de Corée**

**Déclaration du Ministère des affaires étrangères
de la République populaire démocratique de Corée,
publiée le 21 août 2015**

Pyongyang, 21 août (KCNA) – Comme indiqué précédemment, les forces sud-coréennes fantoches ont commis à nouveau hier jeudi un acte de provocation militaire grave et tiré des dizaines d'obus dans le secteur se trouvant du côté de la République populaire démocratique de Corée sur la Ligne de démarcation militaire.

Le Ministre de la République populaire démocratique de Corée a fait la déclaration suivante, le vendredi 21 août :

Les forces sud-coréennes fantoches ont affirmé qu'elles ripostaient car la République populaire démocratique de Corée avait tiré un obus en premier, mais cela n'est qu'une affirmation mensongère, inventée de toutes pièces.

La République populaire démocratique de Corée a précisé qu'elle n'avait tiré jeudi aucune balle et aucun obus contre l'ennemi, même de manière accidentelle.

Les obus tirés unilatéralement par les forces sud-coréennes fantoches n'étaient ni fortuits ni accidentels, mais un acte de provocation calculé de leur part.

Les dirigeants sud-coréens successifs recourent à une méthode galvaudée, qui consiste à inventer un incident de tir choquant dans le secteur jouxtant la Zone démilitarisée, à chaque fois qu'ils font face à une crise, l'objectif étant de détourner l'attention du public, dans leur pays et à l'étranger, pour s'extirper de cette situation.

L'incident récent est une provocation flagrante visant à les sortir de l'embarras, à marquer une pause, à susciter une tension extrême dans la Péninsule coréenne et à gâcher le festival qui se tient dans l'autre partie.

L'ennemi a concocté l'affaire de « l'explosion d'une mine » le long de la Ligne de démarcation militaire et s'est servi de ce prétexte pour reprendre la guerre psychologique contre le nord, dans une tentative de mettre ses nerfs à rude épreuve, tout en procédant à des manœuvres militaires conjointes de grande ampleur avec les États-Unis. En procédant à une telle escalade, ils ont tiré les obus d'artillerie après avoir créé une tension psychologique afin d'amener la communauté internationale à penser que c'était la République populaire démocratique de Corée qui avait tiré l'obus en premier, et affirment à présent qu'ils ne faisaient que riposter.

L'ennemi se trompe lourdement cette fois-ci.

Ils ont cherché à détourner l'attention du monde par ces tirs d'obus, et n'arrivent plus à éteindre l'incendie qu'ils ont eux-mêmes allumé, qui menace de les engloutir.

L'état-major général de l'Armée populaire coréenne a adressé un ultimatum au Ministère sud-coréen de la défense, disant qu'une action militaire serait déclenchée le 20 août à 17 heures, heure de Pyongyang, si la République populaire

démocratique de Corée ne cessait pas sa guerre psychologique et ne démantelait pas tous les moyens de propagande dans les 48 heures.

La Commission militaire centrale du Parti des travailleurs de Corée a examiné et ratifié le plan d'opérations offensives du commandement de l'Armée populaire coréenne en vue d'une riposte tout le long du front. Elle a approuvé également la décision prise par l'état-major de l'Armée d'adresser un ultimatum au ministère sud-coréen fantôme de la défense.

Le dirigeant suprême Kim Jong Un a donné un ordre, en sa qualité de commandant suprême de l'Armée populaire du peuple, disant que les vastes unités intégrées de l'Armée présentes sur la ligne de front devaient entrer dans un état de guerre et se tenir prêtes au combat, au cas où des opérations inopinées étaient déclenchées le long du front, qui devait être placé dans un semi-état de guerre à compter de vendredi, 17 heures.

Nous nous rapprochons d'une situation de guerre, que l'on peut difficilement contrôler.

Nous faisons preuve de la plus grande retenue depuis des décennies.

Il faudra plus que jamais faire preuve de retenue pour maîtriser la situation.

L'armée et le peuple de la République populaire démocratique de Corée sont prêts non seulement à riposter et à agir en représailles, ils n'excluent pas une guerre totale pour protéger le système social, au péril de leur vie.